

Petite chronique pour le débat sur la transition énergétique - n° 15

Le débat public est clos ...

C'est en juillet 2013 que la **synthèse du débat public** a été publiée par le Conseil national du débat sur la transition énergétique.

L'**opinion des ONG et des milliers de citoyens** qui y ont participé, fondée sur leur conscience de la limite des ressources et de la contrainte climatique, y est résumée ainsi :

« Les citoyens français l'ont compris : ils soutiennent une transition énergétique sans bouleversement ni restriction, fondée sur l'efficacité et la sobriété énergétique, le développement des énergies renouvelables et l'innovation.

Pour beaucoup, elle est considérée à la fois comme une nécessité et une chance, notamment pour maîtriser leur facture énergétique.

C'est le message commun des multiples démarches participatives initiées pendant le débat. »

Quant aux travaux d'experts, ils ont été formulés en divers scénarios, issus de différentes origines, mais dont le point commun a été acté dans la synthèse :

« L'analyse des familles de scénarios de transition énergétique (...) montre que les trajectoires qui atteignent cet objectif () s'appuient sur une réduction de 50 % de la consommation énergétique finale à échéance 2050 (par rapport à la consommation constatée en 2012). »*

(*) ceux des engagements internationaux de la France et ceux du « paquet énergie-climat » européen

Avant transition



Après



(NB : Tous les passages en bleu et entre guillemets sont extraits de la synthèse officielle du Débat)

...sur un désaccord

Certains pensent en effet que « *d'autres moyens* » (que la réduction de 50 % de la conso d'énergies) doivent permettre d'atteindre l'objectif de division par 4 des émissions de gaz à effet de serre, en particulier des « *ruptures technologiques majeures encore non modélisées* ».

Ils ajoutent que selon eux « *une telle réduction de la demande serait contraire à la compétitivité à court terme et comporterait, le cas échéant, des impacts sociaux encore non mesurés.* ... »

Le Medef, la CGPME, l'Union professionnelle artisanale et la FNSEA ont refusé d'avaliser les 15 recommandations issues du débat national. A commencer par la réduction de 50 % des consommations d'énergie.

Motif : ils pensent que « *cette trajectoire n'est pas nécessaire pour réaliser la transition énergétique, et n'est pas compatible avec la perspective d'un retour à la croissance forte* »

Questions :

• **Peut-on croire encore à un retour à la croissance forte ?**

• **N'est-il pas grand temps de nous reconstruire avec un autre modèle économique ?**